

RAPPORT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL

Travaux d'aménagement d'une déchèterie neuve et
d'un tourne à gauche sur la R.D.110E1 - commune
de Villetelle

DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

PIECE JOINTE N°4 - COMPATIBILITE DU PROJET D'INSTALLATION AVEC LES DISPOSITIONS
D'URBANISME

Historique des révisions

VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
0	07/2019	Création de document	AB	GMG

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Pays de Lunel

Mission : Travaux d'aménagement d'une déchèterie neuve et d'un tourne à gauche sur la R.D.110E1 - commune de Villetelle

Rapport : Dossier d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

En date du : 29/07/2019

Contact : Anne BAILLAUD

Adresse : Naldeo, Agence de Besançon,
4 chemin de l'Hermitage,
25 000 Besançon
Tél. : 03.81.52.38.38
Fax : 03.81.41.09.96

Table des matières

1	REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME	4
1.1	Zone d'implantation de la déchèterie	4
2	ANNEXE	6
2.1	Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire - Déchèterie de Villetelle	6

1 REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME

Sur la commune de Villetelle, aucun Plan Local d'Urbanisme et/ou Plan d'Occupation des Sols n'est valide. En effet, le Plan d'Occupation des Sols a été jugé caduc. C'est donc le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'impose.

La compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols est vérifiée au regard du RNU.

1.1 Zone d'implantation de la déchèterie

En l'absence de plan local d'urbanisme, de tout document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune.

Le projet de déchèterie ne se situe pas dans une zone urbanisée, mais dans une zone semi-naturelle.

Peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune :

1° L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole, dans le respect des traditions architecturales locales ;

2° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;

2° bis Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées. Ces constructions et installations ne peuvent pas être autorisées dans les zones naturelles, ni porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes ;

4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 101-2 et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application.

Le projet de déchèterie rentre dans le point 2° et plus exactement dans la catégorie "équipements collectifs".

La construction de bâtiments nouveaux mentionnée au 1° de l'article L. 111-4 et les projets de constructions, aménagements, installations et travaux mentionnés aux 2° et 3° du même article ayant pour conséquence une réduction des surfaces situées dans les espaces autres qu'urbanisés et sur lesquelles est exercée une activité agricole ou qui sont à vocation agricole doivent être préalablement soumis pour avis par l'autorité administrative compétente de l'Etat à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

La délibération mentionnée au 4° de l'article L. 111-4 est soumise pour avis conforme à cette même commission départementale. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai d'un mois à compter de la saisine de la commission.

Le projet de déchèterie n'occupera pas d'espace agricole. Il n'est donc pas nécessaire obtenir un avis de l'autorité administrative.
Le projet apparaît donc compatible avec le Règlement National d'Urbanisme.

2 ANNEXE

2.1 Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire - Déchèterie de Villetelle